

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SCM/N/3/CHE**

**L/7611/Add.19**

17 octobre 1995

(95-3121)

---

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: français

## SUBVENTIONS

Notifications présentées conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994  
et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et  
les mesures compensatoires

## SUISSE

La Mission permanente de la Suisse a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après datée du 25 septembre 1995.

Conformément à la décision prise par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 au sujet des moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel (document L/7582 daté du 13 décembre 1994), la présente notification est réputée être également une notification au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1947.

---

J'ai l'avantage de vous faire tenir ci-joint la notification de la Suisse présentée conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'OMC.

## SUBVENTIONS

### Notifications présentées conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

#### SUISSE

Conformément à la décision prise par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 au sujet des moyens d'éviter un chevauchement procédural et institutionnel (document L/7582, daté du 13 décembre 1994), la présente notification est réputée être également une notification au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1947.

---

Période couverte: années 1992 à 1994

Le gouvernement suisse notifie ci-après les subventions accordées dans le secteur industriel pendant les exercices de 1992, 1993 et 1994. Vu l'impact financier limité, elles n'ont des répercussions économiques que très modestes. Les deux premières mesures s'inscrivent dans une stratégie de politique d'ajustement structurel. L'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC) est une institution permanente.

Un caractère commun de ces subventions est leur orientation générale. Elles ne sont donc pas conçues en vue de promouvoir un produit spécifique ou une catégorie de produits. Il est dès lors impossible de répartir le montant total d'une subvention accordée à des unités produites. Aussi renonçons-nous dans la suite à calculer des montants par unité.

#### I. AIDE FINANCIERE EN FAVEUR DES REGIONS DONT L'ECONOMIE EST MENACEE

##### 1. Nature et importance de la subvention

##### i) Fondement et législation

Pour atténuer l'uniformité de certaines structures économiques régionales en essayant d'éviter si possible que le marché de l'emploi dépende d'une seule branche industrielle (horlogerie, par exemple), la Confédération encourage, par une aide financière subsidiaire, la réalisation de projets de l'économie privée visant à créer et maintenir une diversification des emplois dans les régions dont l'économie est menacée.

##### ii) Incidences

Cette aide fédérale doit bénéficier aux régions dont l'économie est menacée:

- a) celles où l'économie est axée sur une seule branche industrielle; et
- b) celles où une forte diminution du nombre des emplois s'est produite ou est attendue ou qui souffrent d'un chômage prononcé ou sont menacées d'un chômage imminent.

L'aide fédérale peut être accordée à toutes entreprises artisanales ou industrielles, suisses ou étrangères, pour des projets permettant, dans les régions où l'économie est menacée, de:

- a) continuer à développer leurs produits ou d'adopter de nouveaux procédés de fabrication et de nouveaux programmes de distribution pour s'adapter à l'évolution du marché et aux possibilités qu'il offre;
- b) se mettre à fabriquer et à commercialiser de nouveaux produits.

L'aide financière est allouée sous la forme de:

- a) cautionnements pour garantir des crédits d'investissements;
- b) contributions au service de l'intérêt des crédits accordés par les banques;
- c) allègements fiscaux.

Pour que la Confédération puisse accorder un cautionnement jusqu'à la concurrence d'un tiers (exceptionnellement de la moitié) du coût total du projet, il faut que:

- le capital propre investi couvre une part raisonnable du coût total du projet;
- une banque accorde, aux conditions usuelles du marché, les crédits nécessaires au financement du projet et qu'elle accorde, sur la part cautionnée des crédits, une réduction du taux de l'intérêt correspondant pour le moins à un quart du taux commercial usuel;

Les engagements par cautionnement peuvent être contractés pour dix ans au plus.

La participation de la Confédération au service de l'intérêt de la part cautionnée des crédits, de même que les allègements fiscaux prévus dans l'Arrêté fédéral mentionné, dépendent de prestations égales des cantons.

iii) Montant de la subvention

Selon l'Arrêté, les engagements par cautionnement, contractés par la Confédération, ne peuvent dépasser 300 millions de francs suisses. En outre, pour financer la contribution au service de l'intérêt, il est ouvert un crédit de programme de 50 millions de francs suisses.

L'aide de la Confédération se répartissait comme suit:

(en millions de francs)

	1992	1993	1994
Montant total des crédits cautionnés	14,7	17,4	38,7
Prestations effectives pour couvrir les pertes	3,5	3,7	2,9
Contribution au service de l'intérêt	4,3	4,3	3,1
Subventions aux services d'information	0,5	0,4	0,7
Nombre de cas	18,0	17,0	35,0

iv) Montant estimé par unité

Voir introduction.

2. Effets de la subvention

Compte tenu de leur nature, ces mesures n'exerceront pleinement leurs effets qu'à moyen et long termes. On peut cependant d'ores et déjà constater qu'elles ont contribué à maintenir plusieurs centaines de postes de travail et à en créer quelque 4 000 dans des régions dont l'économie est menacée.

3. Cautionnement et contributions au service de l'intérêt dans les régions de montagne (Loi fédérale encourageant l'octroi de cautionnements dans les régions de montagne du 25 juin 1976)

Les buts de cette mesure sont de faciliter l'accès au capital des PME et de promouvoir le développement régional. Le gouvernement fédéral contribue aux pertes de la Coopérative suisse de cautionnement (90 pour cent) et à ses frais extraordinaires. De plus, le gouvernement fédéral attribue une contribution au service de la dette jusqu'à concurrence de 40 pour cent des intérêts dus. Le montant de la dette principale à cautionner ne doit pas dépasser 500 000 francs.

Les montants de ces contributions se répartissent comme suit:

Cautionnement			
	Nombre de cas	Montant du cautionnement	Pertes sur cautionnement
1992	55	19,6 millions de francs	4,0
1993	64	23,5 millions de francs	5,0
1994	52	17,3 millions de francs	1,9
Contributions au service de l'intérêt			
	Nombre de cas	Contributions au service de l'intérêt	
1992	40	1,3 million de francs	
1993	20	1,3 million de francs	
1994	27	0,8 million de francs	

II. PROGRAMMES D'IMPULSIONS ET PROMOTION DE LA RECHERCHE APPLIQUEE1. Nature et importance de la subventioni) Fondements et législation

Les programmes d'impulsions appartiennent à la catégorie des mesures orientées vers l'offre (supply-side measures). Il s'agit pour l'essentiel de programmes de perfectionnement professionnel de durée limitée et d'un soutien à la recherche axée sur la pratique.

- 1) AF du 23 juin 1989 sur les mesures d'amélioration de la formation ainsi que l'élargissement et la diffusion des connaissances dans les domaines de la rénovation des constructions, de l'utilisation rationnelle de l'électricité et des énergies renouvelables. AF du 23 juin 1989

concernant le financement du programme d'action construction et énergie. ACF du 27 février 1991 relatif au renforcement des programmes d'impulsions PACER et RAVEL (crédits d'engagement d'un montant total de 55,1 millions de francs pour la période 1990-1995).

- perfectionnement en matière de rénovation des constructions;
  - perfectionnement en matière d'utilisation rationnelle de l'électricité (RAVEL);
  - perfectionnement en matière d'énergies renouvelables (PACER).
- 2) AF du 5 décembre 1985 et du 16 septembre 1991 sur le financement de la recherche et du développement axés sur la pratique durant les périodes 1986-1991 (crédit d'engagement: 149,1 millions de francs) et 1992-1995 (crédit d'engagement: 150 millions de francs).
- 3) AF du 16 décembre 1987 concernant le financement de la coopération technologique en Europe pour la période 1988-1991 (crédit d'engagement: 80 millions de francs). AF du 16 septembre 1991 concernant le financement de la coopération technologique dans le cadre d'EUREKA durant les années 1992-1995 (crédit d'engagement: 50 millions de francs).
- 4) AF du 20 mars 1990 relatif au financement des mesures spéciales pour la promotion des nouvelles techniques de fabrication intégrée par ordinateur (programme d'action CIM, crédit d'engagement: 102 millions de francs) (années 1990-1995).
- 5) AF du 30 septembre 1991 relatif au financement des mesures spéciales en faveur de la promotion des nouvelles technologies dans le domaine de la microélectronique (crédit d'engagement: 150 millions de francs) (années 1992-1997).

ii) Incidences

Les programmes de perfectionnement se caractérisent par le fait qu'ils sont préparés en commun par l'économie, les hautes écoles et les pouvoirs publics. Leur réalisation est souvent confiée à des associations. Les cours de perfectionnement visent une diffusion rapide du savoir-faire technologique.

L'encouragement de la recherche axée sur la pratique prévoit un soutien financier à des projets conçus en commun par l'économie et des scientifiques. La Confédération verse sa contribution financière, qui représente en règle générale la moitié des coûts d'un projet, aux instituts des hautes écoles.

Les entreprises ne profitent qu'indirectement de ces subventions par une offre de main-d'oeuvre plus qualifiée et des résultats de recherche. Les subventions ne sont pas versées aux entreprises.

iii) Montant de la subvention

Le montant de la subvention accordée s'élève à:

(en millions de francs)

1992	1993	1994
94,9	100,1	117,5

G/SCM/N/3/CHE

L/7611/Add.19

Page 6

iv) Montant estimé par unité

Voir introduction.

2. Effets de la subvention

Evaluation des effets quantitatifs de la subvention sur le commerce

Les mesures visent avant tout l'amélioration des conditions générales; il est, dès lors, impossible de chiffrer les effets. Vu leur impact financier modeste, les effets commerciaux ne peuvent être que très faibles.

III. CONTRIBUTION A L'OFFICE SUISSE D'EXPANSION COMMERCIALE (OSEC)

1. Nature et importance de la subvention

i) Fondement et législation

L'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC) est une institution du droit privé au sein de laquelle le commerce, l'industrie et les autorités fédérales se sont réunis pour développer et élargir les relations économiques entre la Suisse et l'étranger, encourager l'exportation de produits suisses et de services en vue de maintenir le plein emploi et rendre d'une manière générale manifeste la présence de la Suisse à l'étranger.

Les bases légales sont fixées dans la Loi fédérale allouant une aide financière à l'Office suisse d'expansion commerciale du 6 octobre 1989.

ii) Incidences

L'activité de l'OSEC se définit comme suit:

L'OSEC a pour objectif la promotion du commerce extérieur suisse, en particulier grâce à des activités dans les domaines ci-après:

- 1) information sur l'économie suisse d'exportation;
- 2) information et conseil sur les marchés étrangers;
- 3) entremise de partenaires commerciaux et de possibilités d'affaires;
- 4) organisation à l'étranger de manifestations de promotion des exportations.

L'OSEC peut assumer d'autres tâches et fournir d'autres prestations destinées à aider l'économie suisse d'exportation.

Le financement de l'OSEC est assuré par:

- 1) les recettes de la vente de ses services et de ses produits;
- 2) les cotisations des membres;
- 3) les contributions de la Confédération et d'autres collectivités de droit public;
- 4) toutes autres recettes.

Les engagements financiers de l'OSEC ne sont garantis que par ses biens sociaux; les membres ne peuvent être astreints à des suppléments de couverture et ils n'ont aucun droit sur les biens de l'association.

iii) Montant de la subvention

La contribution totale allouée par la Confédération à l'Office suisse d'expansion commerciale s'élevait à:

(en millions de francs)

1992	1993	1994
10	8	8

iv) Montant estimé par unité

Voir introduction.

2. Effets de la subvention

Vu que les activités de l'Office suisse d'expansion commerciale (OSEC) visent notamment l'encouragement des exportations suisses en général, il est impossible d'en chiffrer les effets.

IV. SUBVENTIONS AGRICOLES

Les renseignements relatifs aux subventions agricoles maintenues par la Suisse seront notifiés au Comité de l'agriculture au titre des dispositions pertinentes de l'Accord sur l'agriculture de l'OMC.